Déclaration des représentants des personnels Solidaires Finances Publiques à la CAPL n°1 du 5 juillet 2018

Monsieur le Président,

La Cour des comptes vient de rendre public, le 20 juin dernier, un rapport intitulé « *La DGFIP, dix ans après la fusion* ». Ce rapport, dont les conclusions n'étonneront pas celles et ceux qui suivent les travaux des magistrats de la rue Cambon, constitue de fait un réquisitoire à charge contre la DGFIP. Il est empreint du dogme de l'austérité budgétaire et distille une nouvelle fois des idées toutes faites totalement en phase avec l'idéologie du « moins d'État », et ce sans tenir compte de la réalité des missions et des besoins.

Ce rapport formule des recommandations présentées comme devant être lancées par le programme « action publique 2022 ». A travers cette publication et ses propositions que nous ne reprendrons pas ici, la Cour des comptes entre ainsi dans la stratégie du gouvernement de distiller peu à peu les annonces de ce programme dont les préconisations sont explosives et remettent tout simplement en cause « la survie » de la DGFIP.

Le programme CAP 2022, outre son volet missions, comporte un volet RH important visant à contraindre les possibilités de défense des agents, en limitant le pouvoir d'intervention des représentants des personnels dans le cadre institutionnel. Les CAP sont des instances où les agents peuvent faire entendre leurs droits et leurs revendications dans un cadre collectif nécessaire à toutes et tous, quelle que soit leur direction, afin de garantir une équité de traitement sur tout le territoire. Si ce cadre explose, ce que souhaite la Direction Générale, ce sera l'anarchie en ce qui concerne la gestion des agents...

Cette décision vient s'ajouter à d'autres régressions déjà mises en place, telles l'instauration des délais de séjour de 2 ans entre deux affectations et les blocages dans leur « dominante » des agents en sortie d'école.

Concernant notre CAPL, le mouvement local au 1^{er} septembre prochain, nous souhaitons avoir communication de la liste des postes vacants par ESI, ainsi que les vœux formulés par les agents techniques.

Nous déplorons que cette CAP locale ne soit plus qu'une simple chambre d'enregistrement de « choix » que vous avez fait en amont, ce qui va nuire considérablement à la qualité et à l'intérêt de l'exercice.

Lorsque l'on fait la balance entre départs et arrivées cette année suite aux mouvements nationaux de mutation, on accuse un déficit de 2 agents en catégorie A, 25 agents en catégorie B et de 19 agents en catégorie C.

Après avoir formulé ces constats, et avant la tenue des débats internes à cette CAPL, nous vous informons que Solidaires Finances Publiques votera « CONTRE » le projet de mouvement local des agents de catégorie A à la DISI Paris Normandie au 01^{er} septembre 2018.